

TRADUCTION

Le 21 février 2008

Monsieur Stephen Harper, C.P., député
Premier Ministre du Canada
Édifice Langevin 80, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0A2

Monsieur Maxime Bernier, C.P., député
Ministre des Affaires étrangères
Édifice Lester B. Pearson, tour "A", 10e étage
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario)
K1A 0G2

Messieurs,

Au nom de nos 570 000 membres, nous vous demandons d'inviter le gouvernement israélien à lever temporairement les sanctions économiques imposées au territoire de la bande de Gaza et d'inciter les membres de la communauté internationale à en faire autant.

La situation à Gaza a d'immenses répercussions humanitaires. Nous invitons donc le gouvernement canadien à demander au gouvernement israélien de lever ces sanctions et de mettre fin au siège de la région.

De concert avec John Dugard, envoyé spécial des Nations Unies pour la Palestine, nous demandons aussi aux Nations Unies de commencer à jouer un rôle de médiation entre les factions rivales du Fatah et du Hamas dans la région.

Les troubles survenus dernièrement à Gaza montrent bien l'existence d'une crise des droits de la personne extrêmement préoccupante. Dans une entrevue accordée à la BBC, M. Dugard affirme qu'il est « particulièrement frappé par le désespoir du peuple palestinien ». Il ajoute que ce sentiment est dû « à l'effet écrasant des violations des droits de la personne ». Il déclare également que les restrictions imposées par les Israéliens à la liberté de mouvement des Palestiniens sont un facteur majeur, soutenant que même si la sécurité d'Israël est effectivement menacée, « sa réponse est très disproportionnée ».

Selon certaines informations de presse, il y aurait un besoin tragique de fournitures médicales, que les sanctions empêchent de se rendre dans la région. Cette situation met en danger la vie des patients des hôpitaux de Gaza et empêche les civils blessés au cours des bombardements et d'autres attaques militaires de recevoir les soins médicaux dont ils ont besoin.

Des experts ont remarqué que les sanctions israéliennes ont restreint la libre circulation des biens ce qui, comme l'a souligné un groupe, « a immobilisé l'importation de pièces de rechange, de pompes, de tuyaux et d'autres accessoires nécessaires à l'entretien des systèmes d'eau et d'assainissement ». En outre, la distribution de l'eau potable et la collecte et le traitement des eaux usées dépendent entièrement du carburant et de l'électricité que les Israéliens ont coupés dans la bande de Gaza.

Les pénuries d'eau potable et l'absence de traitement des eaux usées dues aux sanctions pourraient entraîner d'autres problèmes environnementaux dans la région, où les services municipaux sont restreints à cause des sanctions rigides.

Des dizaines de milliers de nos membres fournissent ces importants services aux familles canadiennes. Ils sont donc bien placés pour comprendre le tort que causent ces sanctions. Par conséquent, tout en reconnaissant la volatilité politique de la situation dans la région, nous demandons une fois de plus au gouvernement canadien de traiter cette situation comme une crise humanitaire.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.

Le président national,

ORIGINAL SIGNED BY

ORIGINAL SIGNÉ PAR

PAUL MOIST

Le secrétaire-trésorier national,

ORIGINAL SIGNED BY

ORIGINAL SIGNÉ PAR

CLAUDE GÉNÉREUX

c.c. : Ken Georgetti, Président, Congrès du travail du Canada
Membres du Conseil exécutif national du SFCP

as/sepb 491

T:\INTERNATIONAL ACTIVITIES\Global Justice General working files\Global Justice General\Letters of Solidarity\Lift - Econ sanctions in Gaza - Feb. 12 2008-fr.doc